



**MAINTENANCE D'UN PARC DE CHAUDIERES, RADIANS
GAZ ET RAMONAGE DE CHEMINEES A BOIS
2026-30**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L 2123-1 DU CODE DE LA
COMMANDE PUBLIQUE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

Article 1.	Objet et forme du marché	4
Alinéa 1.1	Objet du marché	4
Alinéa 1.2	Forme du marché	5
Article 2.	Parties en présence	5
Alinéa 2.1	Autorité contractante	5
Alinéa 2.2	Titulaire du marché	5
Alinéa 2.3	Comptable assignataire	5
Article 3.	Pièces contractuelles du marché	5
Alinéa 3.1	Pièces constitutives du marché	5
Alinéa 3.2	Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	6
Alinéa 3.3	Pièces à délivrer au Titulaire du marché	6
Article 4.	Durée du marché	7
Article 5.	Prix du marché	7
Alinéa 5.1	Contenu du prix	7
Alinéa 5.2	Prix initiaux	7
Alinéa 5.3	Modalités de variation des prix	8
Article 6.	Exécution du marché	9
Alinéa 6.1	Obligations du Titulaire	9
Alinéa 6.2	Garantie	10
Article 7.	Pénalités	10
Article 8.	Modalités de règlement du marché	10
Alinéa 8.1	Avances	10
Alinéa 8.2	Retenue de garantie	11
Alinéa 8.3	Modalités de paiement	11
Alinéa 8.4	Nantissement	12
Article 9.	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	12
Article 10.	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	13
Article 11.	Résiliation du marché	14
Alinéa 11.1	Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	14
Alinéa 11.2	Résiliation du fait du Titulaire ou de circonstances particulières	14
Alinéa 11.3	Résiliation pour faute du Titulaire	14
Alinéa 11.4	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	14

Article 12.	Différends et litiges _____	14
Article 13.	Dérogation au CCAG FCS _____	15

La convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret (GHT45) a été approuvée par L'Agence Régionale de Santé du Centre Val de Loire par arrêté en date du 30 août 2016.

Ce groupement compte 10 adhérents dont 1 hôpital support : le Centre Hospitalier Régional d'Orléans et 9 adhérents parties : les Centres Hospitaliers de Fleury les Aubrais, de Gien, de Montargis, de Sully sur Loire, de Beaugency, Groupe hospitalier de Pithiviers-Neuville aux Bois, l'EHPAD Paul Cabanis de Beaune la Rolande, l'EHPAD de Villecante à Dry et l'EHPAD du Champgarnier à Meung sur Loire.

Le présent CCAP a pour objet de fixer les dispositions administratives applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

Article 1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Alinéa 1.1 Objet du marché

Le marché porte sur la Maintenance d'un parc de chaudières, radians gaz et ramonage de cheminées à bois.

Il concerne les établissements suivant du GHT 45 :

- Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans
- Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise (Amilly)
- L'EHPAD Paul Cabanis (Beaune la Rolande)
- EPSM Georges Daumazon (Fleury les Aubrais)
- Groupe Hospitalier de Pithiviers-Neuville aux bois

La consultation est composée d'un lot unique, composé de 2 postes.

POSTE 1 : Prestations forfaitaires

Sont compris dans le forfait tous les frais liés :

- Aux visites de contrôle et d'entretien annuelles ainsi que les dépannages éventuels prévus à l'article III du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Aux pièces de rechanges des chaudières à gaz prévues à l'article V du CCTP.

POSTE 2 : Prestations hors forfait

Relèvent de prestations hors forfait :

- Les frais pour les déplacements non motivés par un incident de fonctionnement,
- Les réparations d'avaries causées par le gel, la foudre, par des fausses manœuvres ou interventions étrangères au titulaire,
- Les détériorations survenues du fait de modifications dans les conditions de distribution d'eau,
- Les pièces de rechanges des chaudières gaz si les dégâts ont été causés par une fausse manœuvre, un choc ou une intervention extérieure,
- Les grosses réparations,
- Le remplacement des chaudières.

Concernant les grosses réparations et le remplacement des chaudières, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander un devis au titulaire du marché ou de lancer une consultation ouverte à la concurrence.

Alinéa 1.2 Forme du marché

POSTE 1 : Prestations forfaitaires : Il s'agit d'un marché ordinaire.

POSTE 2 : Prestations hors forfait : Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles L 2125-1, R 2162-1 à R2162-6 et R 2162-13 à R2162-14 du Code De La Commande Publique.

Le montant maximum du marché (poste 1 + poste 2) est de 110 000 €, périodes de reconductions incluses.

L'estimation annuelle du marché est de 12 000 €. Cette estimation est communiquée à titre purement indicatif.

Article 2. PARTIES EN PRESENCE

Alinéa 2.1 Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Alinéa 2.2 Titulaire du marché

Le Titulaire du marché est le fournisseur qui conclut le marché avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Alinéa 2.3 Comptable assignataire

Voir annexe 1 du CCAP.

Article 3. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Alinéa 3.1 Pièces constitutives du marché

Par **dérogation** à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement souscrit par le Titulaire et ses annexes : bordereau de prix, annexe fiche contact ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ;
3. Le présent Cahier des Clauses Technique Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ;

4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1^{er} avril 2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
5. L'offre technique du titulaire ;
6. La documentation technique ;
7. Le catalogue des pièces détachées et accessoires ;
8. Les normes et décisions du GEM (Groupe d'Etude des Marchés) applicables aux fournitures, objet du marché, chaque fois qu'il en existe.
9. Le catalogue du fournisseur.

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Alinéa 3.2 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Alinéa 3.2.1 Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique et/ou complété par la passation d'un marché négocié conformément aux articles R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Les modifications qui pourront être apportées concernent :

- L'ajout, le retrait ou la modification des équipements constituant le parc ;
- L'ajout, le retrait ou la modification des implantations des équipements constituant le parc ;
- L'ajout d'un établissement du GHT 45 ;
- L'ajout de prestations rendues nécessaires en lien avec l'objet du marché.

Lorsque 90% du maximum du présent accord cadre a été atteint, l'acheteur en informe le titulaire. Dans un délai de 30 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum dans la limite de 15% du maximum initial. En cas d'accord, l'acheteur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au titulaire.

Alinéa 3.2.2 Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 3.3 Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le GHT 45 qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

Article 4. DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet à compter de la date de sa notification pour une durée de 1 an reconductible tacitement 3 fois.

La date de notification est estimée à juillet 2026.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra prendre la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception 1 mois avant la date anniversaire du marché.

La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne peut excéder 4 ans.

En application de l'article R 2112-4 du Code De La Commande Publique, le Titulaire ne pourra refuser la reconduction du marché.

Article 5. PRIX DU MARCHE

Alinéa 5.1 Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison – indiqué à l'article II du CCTP –, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

POSTE 1 : Le prix forfaitaire inclut la main d'œuvre, les frais de déplacement, la fourniture de pièces détachées ainsi que tout matériel et consommable nécessaire à l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, le prix inclut en supplément des éventuelles formations dites « pédagogique » des utilisateurs de la part du technicien de maintenance sur le lieu d'intervention.

POSTE 2 : Le prix de règlement des prestations hors forfait du marché sont les prix HT du Titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle.

Alinéa 5.2 Prix initiaux

Le marché est traité à prix mixtes hors taxe.

POSTE 1 : Pour les prestations forfaitaires, il s'agit d'une redevance forfaitaire annuelle. Le marché est conclu aux prix forfaitaires hors taxes figurant dans le bordereau de prix. Ils sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de dépôt de l'offre.

POSTE 2 : Pour les prestations hors forfait, les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins sur la base des devis du titulaire soumis à l'approbation de l'Etablissement. Le titulaire appliquera les prix HT applicable à l'ensemble de sa clientèle.

Pour les prestations hors forfait concernant les grosses réparations et le remplacement des chaudières, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander un devis au titulaire du marché ou de lancer une consultation ouverte à la concurrence.

Alinéa 5.3 Modalités de variation des prix

POSTE 1 :

Les prix sont fermes pour une durée d'un an à compter de la notification du marché. Ils seront ensuite révisables annuellement, à la date anniversaire du marché, à la hausse comme à la baisse, selon la formule paramétrique ci-dessous.

Le titulaire devra communiquer **impérativement au moins 1 mois** avant sa mise en vigueur le tarif révisé, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de dépôt de l'offre. Ce mois est appelé "mois zéro".

La révision est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule :

$$P = P_o \left(0.15 + 0.075 \frac{FSD2}{FSD2o} + 0.775 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IMEo} \right)$$

P : Prix révisé

Po : Prix initial du marché (mois zéro)

FSD2 : frais et services divers (model 2) connu à la date de révision

FSD2o : frais et services divers (model 2) connu à la date d'effet du contrat

ICHMT-IME : valeur initiale de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés des Industries mécaniques et électriques connue à la date de révision.

ICHMT-IMEo : valeur initiale de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés des Industries mécaniques et électriques connue à la date d'effet du contrat.

Le nouveau prix ainsi calculé reste inchangé pendant chaque nouvelle période de 12 mois. Au cas où, en cours d'exécution du présent marché, la réglementation économique viendrait à limiter la hausse des prix ou le jeu de la formule de révision, il est précisé que le prix révisé sera alors déterminé par application de cette réglementation, si celle-ci s'avérait plus favorable au Maître d'ouvrage.

POSTE 2 :

Les prix sont fermes pour une durée d'un an à compter de la notification du marché. Ils seront ensuite révisables annuellement, à la date anniversaire du marché, à la hausse comme à la baisse, par

référence au barème que le titulaire applique à sa clientèle. Le titulaire devra communiquer impérativement 1 mois avant sa mise en vigueur, le nouveau barème, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Alinéa 5.3.1 Clause de sauvegarde

L'administration se réserve le droit :

- Soit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % par an.
- Soit d'accepter l'application de la révision lorsque celui-ci est supérieur au pourcentage indiqué ci-dessus.

Article 6. EXECUTION DU MARCHÉ

Alinéa 6.1 Obligations du Titulaire

Alinéa 6.1.1 Clause de confidentialité

L'article 5 du CCAG FCS s'applique au présent marché.

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur les sites du GHT 45 est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

Alinéa 6.1.2 Respect du règlement intérieur des établissements du GHT 45

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur des établissements du GHT 45 ainsi qu'aux règles propres à certains services, notamment en cas d'interventions ou de déplacements dans des secteurs sensibles ou protégés.

Ce règlement sera fourni sur demande du Titulaire.

Alinéa 6.1.3 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le Titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

Alinéa 6.1.4 Sous-traitance

En aucun cas le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Alinéa 6.1.5 Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail, ainsi que celle définie par l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est-à-dire que le Titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

Alinéa 6.2 Garantie

Les dispositions du CCAG FCS s'appliquent au présent marché.

Article 7. PENALITES

Par **dérogation** à l'article 14.1 du CCAG FCS, le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable des pénalités en cas de non-respect du délai d'exécution précisé dans son offre. Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Le montant de la pénalité sera calculé par l'application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

Dans laquelle :

P = Montant de la pénalité

V = Valeur des prestations en retard

R = Nombre de jours de retard.

Ces pénalités concernent les seules prestations exécutées. Elles seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

Article 8. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ

Alinéa 8.1 Avances

Sauf renonciation du Titulaire portée à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG FCS.

Le taux de l'avance est de 5%. Ce taux est calculé selon les modalités prévues aux articles R 2191-6 à R 2191-10 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance (50 jours) court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités prévues aux articles R.2191-11 et 12 du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au Titulaire du marché.

Alinéa 8.2 Retenue de garantie

Sans objet.

Alinéa 8.3 Modalités de paiement

Alinéa 8.3.1 Etablissement des factures

Conformément aux articles L 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, toutes les factures entre les établissements du GHT du Loiret et ses fournisseurs seront dématérialisées.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite par le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Voir annexe 1 du présent CCAP.

En cas de changement de RIB en cours d'exécution du marché, le titulaire devra en informer sans délai l'administration. A défaut, la facture contenant un RIB différent de celui connu de l'administration dans les pièces du marché sera rejetée.

Alinéa 8.3.2 Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter,
- La forme de l'entreprise,
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse postale ou celle de son siège social,
- La cession d'une ou de différentes activités,
- L'acquisition d'une nouvelle activité,
- Son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

Alinéa 8.3.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est fixé par l'article D 3133-27 du Code de la Commande publique.

Alinéa 8.4 Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code de la Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'administration. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivré. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

Article 9. MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R 2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 10. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 11. RESILIATION DU MARCHE

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L 2195-1 à L 2195-6 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 11.1 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin à tout moment à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG FCS.

Alinéa 11.2 Résiliation du fait du Titulaire ou de circonstances particulières

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG FCS et de l'article 39 du CCAG FCS.

Dans le cas d'une résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Alinéa 11.3 Résiliation pour faute du Titulaire

L'administration peut résilier le marché pour faute du Titulaire selon les modalités et dans les cas énumérés à l'article 41 du CCAG FCS.

Alinéa 11.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

L'administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire conformément à l'article 45 du CCAG FCS.

Article 12. DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée dans un délai de 15 jours, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00
Télécopie : 02.38.53.85.16

Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Article 13. DEROGATION AU CCAG FCS

Il est dérogé au CCAG FCS fournitures courantes et services pour les articles suivants :

CCAP	CCAG FCS
Article 3.1	Article 4.1
Article 5.1 (poste 1, formation)	Article 10.1.3
Article 7	Article 14.1